

CAMBRIDGE AFGHANISTAN SERIES V

Jesus College, University of Cambridge

4 – 5 septembre 2026

Compte rendu des deux journées

Discours d'ouverture, panels, session spéciale et clôture

Organisation : Mosaic Global Foundation

Sommaire

Première journée — vendredi 4 septembre 2026

Discours d'ouverture — Professeure Jennifer Brick Murtazashvili

Panel 1A — Des efforts parallèles à l'action collective : vers un agenda démocratique partagé

Panel 1B — Des efforts parallèles à l'action collective : vers un agenda démocratique partagé

Panel 2 — Renforcer la CCR : de la consultation à l'appropriation collective

Panel 3 — L'appropriation démocratique en pratique : leçons de l'ACDFN et des plateformes de la société civile

Session spéciale — Apartheid de genre et lutte pour un Afghanistan libre, juste et démocratique

Deuxième journée — samedi 5 septembre 2026

Intervention — Richard Bennett, rapporteur spécial des Nations unies

Panel 4 — Construire la convergence démocratique : leçons des initiatives existantes

Panel 5 — L'engagement international et le futur processus politique

Panel 6 — Dynamiques régionales et internationales : opportunités et contraintes pour une transition démocratique

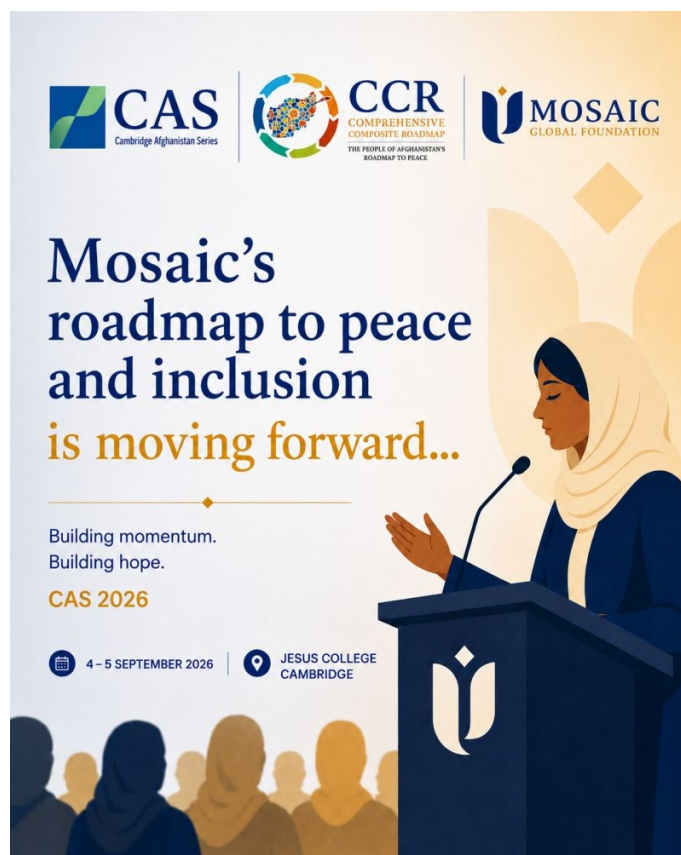
Clôture

CCR : feuille de route composite globale (Comprehensive Composite Roadmap). ACDFN : Afghan Civil and Democratic Forces Network. NRF : Front de résistance nationale. AFF : Front de la liberté d'Afghanistan. DVP : processus afghan de dialogue et de vision.

PREMIÈRE JOURNÉE — VENDREDI 4 SEPTEMBRE 2026

Discours d'ouverture

Professeure Jennifer Brick Murtazashvili



La professeure Jennifer Brick Murtazashvili a prononcé le discours d'ouverture du CAS V, invitant les participants à penser autrement le désaccord, la légitimité politique et un ordre politique qui appartienne à l'Afghanistan. Elle a salué la capacité de Mosaic à réunir des personnes qui ne sont pas toujours d'accord mais qui acceptent de se rassembler et de discuter.

Elle a commencé par « l'effet IKEA » : les gens accordent plus de valeur à ce qu'ils ont aidé à construire, même imparfait. Les systèmes politiques fonctionnent de la même manière. L'ordre le plus durable n'est pas celui qui est parfaitement conçu sur le papier, c'est celui que suffisamment de personnes ont contribué à créer et qu'elles considèrent comme le leur.

Selon elle, l'Afghanistan ne souffre pas de sa diversité. Il souffre de systèmes politiques qui transforment cette diversité en lutte pour le contrôle. Les Afghans continueront de diverger sur la religion, l'identité, l'histoire, l'avenir et la répartition du pouvoir. La tâche n'est pas d'effacer ces différences, mais de créer des règles qui permettent de ne pas être d'accord sans se dominer les uns les autres.

C'est cela, a-t-elle dit, le pluralisme. C'est plus que réunir différentes communautés autour d'une table, distribuer des ministères ou organiser des élections. Cela suppose de reconnaître que des personnes aux opinions différentes ont des droits légitimes à l'appartenance politique. L'objectif doit être une coopération sans uniformité, fondée sur des principes non négociables : dignité humaine, droits fondamentaux, égalité devant la loi, participation politique des femmes et droit des citoyens à choisir leur gouvernement.

Elle a ensuite introduit la notion de « voie du désir » : le chemin que les gens tracent en marchant là où ils ont besoin d'aller, plutôt que là où les planificateurs les dirigent. L'Afghanistan possède de tels chemins. Les communautés ont géré l'eau et les terres, réglé les différends et choisi des représentants selon des règles locales. Ces systèmes sont imparfaits et parfois excluants, mais ils sont ancrés dans la société.

Son avertissement était que les institutions formelles afghanes ont ignoré cette réalité à plusieurs reprises. La Constitution de 2004 a construit un État très centralisé au-dessus d'une société profondément décentralisée et polycentrique. L'écart entre les règles formelles et les réalités vécues a nourri la corruption, la fragilité et l'effondrement.

Son alternative est la gouvernance polycentrique : plusieurs centres d'autorité réelle, parfois en concurrence, reliés par des règles acceptables pour tous. Elle a cité la gouvernance communautaire et l'autonomisation des collectivités locales en Ukraine pour soutenir qu'une autorité dispersée peut renforcer l'unité nationale plutôt que la détruire.

Pour la CCR, son conseil était de s'en tenir à une « feuille de route minimale viable » : quelques engagements que personne ne peut violer, des règles convenues pour gérer les différends, une consultation des personnes qui vivent en Afghanistan, et la possibilité de réviser. Vouloir répondre dès maintenant à toutes les questions futures rendrait la feuille de route plus fragile, pas plus solide.

Son dernier message était que l'Afghanistan n'a pas besoin d'une opposition parfaitement unifiée. Il lui faut une coalition plurielle, dispersée, parfois en désaccord, tenue par des règles, construite par les mains du peuple afghan et façonnée selon les chemins que les Afghans empruntent déjà.

Panel 1A

Des efforts parallèles à l'action collective : vers un agenda démocratique partagé

Intervenants : amb. Mahmoud Saikal, Dr Aziz Ahmad Barez, Dr Muhaiddin Mahdi, Dr Abbas Basir, Maryam Parwani, Mazaher Rais Zade, Fawzia Koofi, général Khodaidad



Dr Aziz Barez

À titre personnel et pour Jamiat-e Islami Afghanistan

Barez a décrit un Afghanistan confronté à une crise de gouvernance et à une forte incertitude sur son avenir. Il a exhorté les forces démocratiques à passer de la fragmentation à la convergence, en soulignant que l'unité signifie un accord sur les principes, et non l'uniformité. Ces principes incluent la souveraineté populaire, les élections, l'État de droit, un gouvernement responsable, l'égalité de citoyenneté, la pleine participation des femmes, la décentralisation, le pluralisme, les libertés, l'intégrité territoriale et la paix.

Il a plaidé pour une alternative politique cohérente : un pouvoir institutionnel réparti, un parlement qui compte, un gouvernement responsable et un système déterminé au niveau national. Sa proposition progressive comprend un cadre non taliban, des principes partagés, une feuille de route pratique, un discours politique crédible et un processus inclusif rétablissant le droit des Afghans de choisir leur avenir.

Barez a demandé aux acteurs internationaux de ne pas assimiler l'Afghanistan aux talibans ni de normaliser la situation actuelle. Tout en défendant une solution politique inclusive, il a reconnu le droit des Afghans à la résistance armée et appelé à faire passer la gouvernance du monopole à la participation.

Général Khodaidad

Mouvement national afghan pour la paix et la justice

Interrogé par David Loyn sur le soutien de son mouvement à la CCR et sa participation à un cadre de convergence politique, le général Khodaidad n'a pas approuvé ouvertement la CCR, mais a indiqué une ouverture à l'unité et à la coordination autour d'une approche politique partagée.

Il a averti que les crises humanitaire, des droits humains et de la sécurité s'aggravent en Afghanistan, avec des conséquences particulières pour les femmes et les filles. Les tensions entre les talibans et le Pakistan menacent les Afghans qui s'y trouvent ainsi que la stabilité régionale.

Il a attribué la responsabilité principale aux talibans, qui ignorent les revendications légitimes des Afghans et les obligations internationales du pays. Il a aussi critiqué l'incapacité de la communauté internationale à utiliser de façon cohérente ses instruments politiques, diplomatiques, économiques et juridiques.

Malgré cela, il estime qu'une occasion importante subsiste pour un règlement politique interafghan menant à un État légitime, protégeant les libertés fondamentales, respectant les engagements internationaux et empêchant l'usage du territoire afghan à des fins terroristes. Il a cité la résolution 2721 du Conseil de sécurité et l'évaluation indépendante de l'ONU comme fondements.

Il a souligné que l'unité stratégique entre les acteurs afghans et les partenaires internationaux est essentielle pour créer les pressions et les incitations nécessaires à un processus politique crédible. Il a annoncé que le mouvement partagerait son cadre stratégique d'avril 2026 avec Mosaic.

Panel 1B

Des efforts parallèles à l'action collective : vers un agenda démocratique partagé

Modération : David Loyn

Intervenants : Ali Maisam Nazary (NRF), Daoud Naji (AFF), Fawad Betaney, Rahmatullah Yarmal



Ali Maisam Nazary

Chef des relations étrangères, Front de résistance nationale (NRF)

Nazary a estimé que la discussion démontrait un large terrain d'entente entre les mouvements politiques, civils et de résistance opposés aux talibans.

Ces groupes s'accordent, selon lui, sur des principes fondamentaux, sur un mécanisme de transition et sur un Afghanistan démocratique post-taliban où chaque citoyen jouit de droits égaux. Leurs différences reflètent la diversité ethnique, religieuse et politique du pays et ne doivent pas être confondues avec de la désunion. Le désaccord est inhérent à la démocratie : l'unité doit donc signifier l'unité dans la diversité, non l'uniformité. Il a jugé que la communauté internationale n'a pas fait cette distinction et continue de présenter l'opposition comme divisée.

Répondant à la question de David Loyn sur l'existence d'un interlocuteur afghan pour les acteurs internationaux, Nazary a convenu qu'une coalition ou une plateforme commune est nécessaire. Elle devrait rassembler les groupes armés comme le NRF et le Front de la liberté d'Afghanistan, les femmes qui mènent la résistance civile, les mouvements politiques, la société civile et les milieux démocratiques. Une telle coalition ne devrait pas dépendre d'un accord sur chaque détail constitutionnel ou institutionnel.

Il a indiqué que les initiatives existantes fournissent déjà les bases de cette convergence : le Processus de Vienne pour un Afghanistan démocratique, la série Cambridge Afghanistan, la CCR de Mosaic et d'autres plateformes sont des efforts complémentaires plutôt que concurrents. Leurs accents diffèrent — politique, académique, société civile — mais de nombreux groupes participent à plusieurs d'entre elles, ce qui montre un alignement de fond.

Les désaccords détaillés sur le futur système politique devront finalement être tranchés par le peuple. Les responsabilités immédiates de l'opposition sont de travailler à la libération du pays et de se préparer politiquement à un changement inévitable.

Nazary a averti qu'un vide politique pourrait se former à mesure que les conditions évoluent en Afghanistan, dans la région et dans le monde. Les groupes de résistance doivent être prêts à protéger la sécurité et la stabilité, mais la seule préparation militaire ne suffit pas. S'appuyant sur l'expérience de 2001 et le processus de Bonn, il a soutenu que les occasions précédentes avaient été perdues par faiblesse politique et manque de préparation. La participation à Cambridge, Vienne et à des initiatives similaires vise à tirer les leçons de ces erreurs et à se préparer collectivement au changement, qu'il survienne dans un an ou dans cinq ans.

Daoud Naji

Chef du bureau politique, Front de la liberté d'Afghanistan (AFF)

Répondant à la question de David Loyn sur la place des groupes de résistance armée dans la CCR et dans le futur cadre de convergence politique, Naji a déclaré que les conditions avaient beaucoup changé depuis la précédente réunion de Cambridge. La résistance armée contre les talibans s'est étendue géographiquement, l'AFF et d'autres groupes ayant intensifié leurs opérations dans plusieurs régions du pays.

Il a également décrit d'importants changements régionaux et internationaux. Certains pays voisins qui voyaient d'abord dans le régime taliban une source de stabilité reconnaissent aujourd'hui que leur évaluation était erronée. Certains ont affronté directement les talibans, d'autres ont exprimé leurs inquiétudes au Conseil de sécurité des Nations unies au sujet d'organisations terroristes internationales opérant en Afghanistan. Il a présenté les activités de l'AFF et du Front de résistance nationale comme la continuation de la lutte antiterroriste menée auparavant aux côtés de l'OTAN et de partenaires internationaux.

Naji a soutenu que les discussions internationales sur un règlement politique et le processus de Doha ont largement disparu. Les talibans ne devraient pas être traités comme un État ou un gouvernement légitime, mais comme un groupe terroriste.

Répondant aux affirmations selon lesquelles l'opposition afghane est divisée, il a rappelé que la diversité ne doit pas être confondue avec la désunion. L'Afghanistan est une société très diverse et l'incapacité répétée à s'adapter à cette diversité a contribué à l'effondrement des systèmes politiques nationaux.

Il a confirmé que l'AFF est prête à travailler avec les partis politiques, les organisations de la société civile et tous les groupes qui défendent les droits humains et la démocratie. Les cinq points non résolus de la CCR devraient être tranchés par le peuple afghan à travers un processus libre et démocratique, y compris, éventuellement, un référendum. Les groupes politiques devraient pouvoir présenter et défendre leurs modèles de gouvernance, tout en acceptant la décision finale du public.

Interrogé sur la capacité de Cambridge à contribuer à une coalition plus forte, Naji a répondu par l'affirmative. L'AFF a partagé ses positions avec Mosaic, continue de participer au processus et est prête à œuvrer au renforcement de la CCR comme point de départ pratique de l'action collective.

Panel 2

Renforcer la CCR : de la consultation à l'appropriation collective

Intervenants : Wais Ahmad Barmak, Besmillah Taban, Muzammel Shinwari, Dr Batool Haidari, Raihana Azizi, Sanga Siddiqi



Besmillah Taban

Taban a soutenu que la sécurité doit être considérée comme la base de la transition politique de l'Afghanistan.

La CCR devrait expliquer qui assurerait et commanderait la sécurité pendant la transition, comment les forces resteraient sous contrôle civil et légal, et ce qu'il adviendrait des anciens membres des forces de sécurité et des groupes de résistance armés.

Il a rappelé que la sécurité exige plus qu'une armée. L'Afghanistan a besoin d'une police, de services pénitentiaires, d'une sécurité aux frontières et d'institutions capables de lutter contre le terrorisme, le crime organisé et le trafic de drogue tout en respectant les droits humains.

Revenant sur l'effondrement de 2021, il a invité la CCR à examiner la dépendance au soutien étranger, la corruption, l'ingérence politique, la faiblesse des institutions, les défaillances du commandement et l'appropriation nationale limitée.

Il a recommandé une section de la CCR consacrée à la transition sécuritaire et à la réforme du secteur de la sécurité : enregistrement et vérification des combattants, responsabilité pour les crimes graves, désarmement, réinsertion, réforme policière et responsabilité individuelle plutôt que punition collective.

Dr Batool Haidari

Haidari a soutenu que l'Afghanistan doit reconstruire la confiance du public pour sortir de son impasse politique, ce qui suppose une transformation éthique et morale des mouvements politiques qui prétendent porter le changement.

Elle a demandé à la CCR d'accorder plus d'attention aux droits des enfants et à la socialisation des jeunes. Les enfants et adolescents qui grandissent sous la domination talibane se développent dans un environnement oppressif. Toute feuille de route pour l'avenir du pays doit donc prendre en compte leur identité, leur dignité, leur bien-être psychologique, leur éducation, leur protection et leur rôle à long terme dans la société.

Raihana Azizi

Azizi a salué la CCR pour avoir reconnu les droits humains comme une valeur et exigé des participants au Cadre de convergence politique qu'ils les acceptent et les défendent.

Elle a cependant jugé la feuille de route trop générale et dépourvue de garanties pratiques. Elle reconnaît l'égalité entre les femmes et les hommes, mais ne prévoit aucun mécanisme de surveillance, aucune disposition d'application ni aucun instrument de protection des droits des femmes.

Azizi a aussi exprimé des inquiétudes au sujet de l'activité armée en Afghanistan. Elle a demandé qui autoriserait les opérations, protégerait la vie des civils, encadrerait le financement et veillerait au respect des principes fondamentaux, notamment la distinction, la proportionnalité et l'obligation de ne pas nuire.

Sanga Siddiqi

Siddiqi a soutenu que la CCR décrit un avenir souhaitable pour l'Afghanistan mais ne fournit pas encore de mécanisme clair pour y parvenir.

La feuille de route se concentre sur un seul scénario : combiner pression interne et externe et diplomatie pour parvenir à un règlement politique. Les cinq dernières années en montrent les limites. La résistance civile est fortement contrainte à l'intérieur du pays, la pression internationale reste insuffisante et les pays régionaux et occidentaux entretiennent des niveaux d'engagement variables avec les talibans. Elle a donc demandé à la CCR d'élaborer plusieurs scénarios et de préparer une stratégie pour chacun, y compris des moyens de renforcer la société si un changement politique immédiat s'avérait impossible.

Elle a insisté sur le danger d'un vide de pouvoir. L'Afghanistan en a connu plusieurs, aux conséquences destructrices. La feuille de route doit expliquer comment l'autorité, la sécurité et les institutions publiques seraient gérées entre le départ des talibans et l'installation d'un nouveau gouvernement.

Les femmes ne doivent plus être traitées comme de simples sujets de la politique afghane ni recevoir des sièges symboliques. Ce sont des actrices politiques à part entière, qui doivent participer à égalité à la rédaction de la constitution, à la conception des institutions et à la reconstruction du pays.

Elle a appelé à des critères plus clairs sur la légitimité, les victimes, les auteurs et la responsabilité. Les personnes impliquées dans des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité ne devraient pas obtenir de légitimité politique sans examen. La CCR devrait préciser comment l'Afghanistan s'articulerait avec les mécanismes internationaux de responsabilité existants, que les abus aient été commis par les talibans ou par d'autres acteurs.

Siddiqi a enfin plaidé pour une politique régionale cohérente. L'Afghanistan devrait prendre au sérieux les préoccupations de ses voisins, dont l'Iran et le Pakistan, mais y répondre par une stratégie nationale plutôt que de laisser les puissances régionales soutenir des groupes afghans rivaux. La feuille de route devrait définir des engagements clairs sur les relations régionales et mettre fin au cycle de la politique par procuration.

Panel 3

L'appropriation démocratique en pratique : leçons de l'ACDFN et des plateformes de la société civile

Modération : Masood Amer

Intervenants : Mirwais Samadi, Dr Atefa Tayeb, Dr Masoud Tarashtwal, Dr Mohammad Rahim Rahimi, Zahra Joya, Nabila Musleh, Nafiza Haqpal, amb. Nasir Andisha



Dr Atefa Tayeb

Tayeb a présenté les discussions menées au sein de l'ACDFN à Genève. Les principes partagés comprenaient la souveraineté de l'Afghanistan, l'État de droit, la séparation des pouvoirs, la responsabilité, les droits fondamentaux et une participation politique effective.

L'ACDFN peut contribuer à la recherche constitutionnelle, identifier les points de convergence démocratique et relier l'expertise juridique aux perspectives issues de l'éducation, des organisations de femmes, de l'économie et d'autres domaines.

Ces réseaux peuvent aussi conserver la trace des recommandations et rendre les consultations responsables. Parce que la CCR est un document vivant, ces travaux peuvent la renforcer.

Selon elle, le défi n'est pas seulement de rédiger une constitution solide, mais de traduire ses principes en institutions qui fonctionnent. L'Afghanistan disposait auparavant de politiques, de stratégies et d'une constitution solide, mais leur mise en œuvre a souffert d'une faible capacité institutionnelle, de la corruption, d'une centralisation excessive, d'un État de droit limité et d'une appropriation publique insuffisante. Il s'agit donc d'apprendre de la Constitution de 2004 plutôt que de débattre de la rédaction d'un nouveau texte.

Dr Masoud Tarashtwal

ACDFN

Tarashtwal a exposé les recommandations de l'ACDFN pour renforcer la feuille de route. La justice transitionnelle devrait combiner responsabilité, réparations, réforme institutionnelle et réconciliation sociale. Son but ne doit pas être de transférer la vengeance d'un groupe à un autre, mais de mettre fin à la violence et de permettre la coexistence politique.

La communauté internationale peut fournir des garanties politiques, des financements, une assistance technique et un suivi. Mais faire d'une conférence ou d'une institution internationale la source de légitimité du futur gouvernement afghan affaiblirait l'appropriation nationale. L'ACDFN propose donc une répartition des rôles : la légitimité et l'appropriation doivent rester nationales ; les arrangements de sécurité et la non-ingérence relèvent du niveau régional ; les garanties, les ressources et le soutien technique relèvent de l'international. Les acteurs extérieurs devraient aider à construire le processus, pas le gouvernement.

Il a souligné qu'aucune initiative seule ne peut résoudre la crise afghane. Forces démocratiques, institutions intermédiaires, société civile, experts, universitaires, défenseurs des droits humains et organisations internationales doivent développer des capacités complémentaires sans compromettre l'indépendance nationale. Le processus de Genève a construit des ponts entre experts, société civile et acteurs politiques. Les discussions de Cambridge autour de la CCR et du Cadre de convergence politique s'inscrivent dans le même effort. Genève et Cambridge ne sont ni des centres concurrents ni des autorités extérieures : ils peuvent former un écosystème reliant le savoir, les forces démocratiques, la société civile et la capacité internationale tout en préservant l'appropriation afghane.

Tarashtwal a proposé de faire évoluer la CCR d'une feuille de route chronologique vers une architecture globale, conditionnelle et résiliente pour la transition. Cinq maillons devraient la structurer : légitimité, représentation, accord politique, arrangements transitoires, constitution et ordre politique stable. Le tout reposant sur trois piliers : la sécurité, l'économie et la participation sociale.

Pour chaque phase, la feuille de route devrait identifier l'institution responsable, la base juridique, les ressources nécessaires et les critères mesurables de réussite. Elle doit aussi anticiper l'échec en développant des voies politiques, sécuritaires, économiques et diplomatiques distinctes pour trois scénarios : une transition négociée, une transition progressive et prolongée, et une crise ou un effondrement soudain.

Il a conclu que la CCR est précieuse et perfectible, mais qu'elle doit passer de la description d'un avenir souhaitable à un plan institutionnel réalisable pour la paix, la construction de l'État, la reconstruction du contrat social et un ordre politique légitime, pluraliste et durable.

Dr Mohammad Rahim Rahimi

Rahimi a souligné que les initiatives doivent réellement représenter la volonté et les priorités des Afghans, et non des perspectives développées à l'étranger.

Il a mis en garde : la représentation est particulièrement difficile dans un pays divers, où les citoyens ont des identités ethniques, linguistiques et politiques différentes. Les voix des gens ordinaires à l'intérieur de l'Afghanistan doivent donc être entendues au même titre que celles des dirigeants politiques et des acteurs de la diaspora.

Les conflits afghans se sont intensifiés par la fragmentation, les conflits d'identité et le manque de confiance. Les forces démocratiques doivent reconnaître la diversité du pays, identifier des priorités partagées, renforcer la confiance mutuelle et mener une action collective.

Zahra Joya

Rukhshana Media

Joya a qualifié la responsabilité d'essentielle mais négligée tout au long de quatre décennies de conflit. Les auteurs de violations ont, à plusieurs reprises, échappé à toute responsabilité.

Elle a décrit la réalité actuelle du pays comme sombre. Les talibans ont instauré un apartheid de genre accompagné de violations généralisées des droits humains. Les institutions chargées d'enquêter sur les abus sont affaiblies ou hors d'état de fonctionner, laissant aux victimes peu de moyens d'accéder à la justice.

Les Afghans à l'intérieur du pays ne peuvent pas discuter ouvertement de l'éducation des filles, critiquer les talibans ni débattre librement de questions politiques et sociales. Les Afghans de l'étranger peuvent se rassembler et s'organiser dans des sociétés libres, mais des millions de femmes et de filles restent isolées et réduites au silence en Afghanistan.

Joya a reconnu l'existence de mécanismes internationaux de responsabilité, y compris les procédures devant la CPI et la CIJ, mais a rappelé que les conflits afghans impliquent plusieurs acteurs. La responsabilité doit donc porter sur les violations commises par les talibans comme par tous les autres groupes concernés.

Nafiza Haqpal

S'exprimant à titre personnel

Haqpal a précisé qu'elle exprimait des opinions fondées sur ses recherches et son militantisme, indépendamment d'Afghanistan International ou d'organisations affiliées.

Elle a soutenu qu'aucun règlement politique ne peut réussir sans affronter les questions de justice et de responsabilité. Les conflits afghans ont produit des catégories mouvantes de victimes et d'auteurs, tandis que les efforts de justice transitionnelle sous la république ont été politisés et négligés.

Après cinq ans de régime taliban, la responsabilité doit être abordée sous un angle de genre et adaptée à l'ensemble de la société afghane, plutôt que confinée à un modèle étroit de justice transitionnelle.

Haqpal a mis en avant le travail de plaidoyer des femmes afghanes à l'étranger après la fermeture des voies nationales d'accès à la justice : recours aux mécanismes internationaux devant la CIJ et la CPI, plaidoyer pour un mécanisme d'enquête indépendant à Genève, campagne pour la reconnaissance de l'apartheid de genre.

Elle a ajouté que la justice doit aussi englober la recherche de la vérité, la reconnaissance des violations, les garanties de non-répétition et un ordre constitutionnel protégeant les femmes et les minorités.

Session spéciale

Apartheid de genre et lutte pour un Afghanistan libre, juste et démocratique

Modération : Tanya Goudsouzian

Intervenants : S.E. Jeremiah Nyamane Mamabolo, haut-commissaire d'Afrique du Sud au Royaume-Uni ; Dr Benafsha Yaqoobi, fondatrice et directrice de l'initiative Rahyab



S.E. Jeremiah Nyamane Mamabolo

Haut-commissaire d'Afrique du Sud au Royaume-Uni

Mamabolo a établi des parallèles entre la lutte de l'Afghanistan contre l'apartheid de genre et celle de l'Afrique du Sud contre l'apartheid racial.

Il a reconnu que la lutte afghane serait difficile et pourrait recevoir peu de reconnaissance. Il a rappelé que Nelson Mandela et le mouvement de libération sud-africain avaient autrefois été qualifiés de terroristes, et que la solidarité publique avait contribué à transformer les attitudes.

Il a salué la consolidation de 21 propositions au sein de la CCR et souligné que sa légitimité dépend d'une large participation. S'appuyant sur l'expérience constitutionnelle sud-africaine, il a estimé que chaque secteur — professionnels du droit, travailleurs, entreprises, communautés culturelles et femmes — doit être consulté pour que la population respecte l'ordre politique qui en résultera.

Dr Benafsha Yaqoobi

Initiative Rahyab

Yaqoobi a demandé aux participants de reconnaître que les expériences des femmes sous l'apartheid de genre ne sont pas identiques.

Tous les Afghans souffrent de ce système, mais certains groupes ont été systématiquement rendus invisibles. Ses recherches récentes sur les droits politiques des femmes sous la république ont montré que l'accès variait fortement, y compris d'un quartier de Kaboul à l'autre.

L'intersectionnalité doit donc éclairer les discussions sur l'Afghanistan. Les femmes des zones rurales rencontrent d'autres obstacles que celles des villes ou des périphéries. Les femmes en situation de handicap subissent des formes d'exclusion sensiblement différentes, tandis que la situation économique, le statut social et la situation familiale façonnent également la vulnérabilité et l'accès aux droits.

Elle a invité les participants à se demander quelles voix sont restées absentes au cours des cinq dernières années, et a appelé à des discussions politiques et de droits humains capables d'identifier, d'inclure et de représenter réellement les personnes régulièrement laissées de côté.

DEUXIÈME JOURNÉE — SAMEDI 5 SEPTEMBRE 2026

Intervention

Richard Bennett, rapporteur spécial des Nations unies

Rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan



Bennett a déclaré que les droits humains doivent être à la base de l'avenir de l'Afghanistan : ils ne doivent être ni séparés de la politique, ni reportés jusqu'au règlement des arrangements politiques.

Le peuple afghan doit déterminer son avenir, mais tout processus qui ne place pas les droits humains au centre est voué à l'échec. Il a demandé d'inclure les enfants et les jeunes, rappelant que deux tiers de la population afghane a moins de 25 ans et près de la moitié moins de 15 ans. Les jeunes Afghans veulent l'égalité, l'éducation, la dignité et une voix dans les décisions qui les concernent.

Une inclusion réelle exige plus que la présence ou la consultation après coup. Les femmes doivent participer à égalité, en sécurité et comme dirigeantes, et non par des forums symboliques ou séparés. La diversité ethnique, religieuse, géographique et socio-économique du pays doit également être représentée.

L'engagement international devrait améliorer concrètement les droits du peuple afghan, suivre des critères et des délais vérifiables de façon indépendante, et s'appuyer sur des consultations sûres avec les populations à l'intérieur du pays. Ces critères devraient porter sur les restrictions imposées aux femmes, la détention arbitraire, la torture, les disparitions, les meurtres, les libertés civiques, la sécurité des minorités, la justice et les voies de recours.

Il a appelé à une responsabilité centrée sur les victimes, à travers les procédures de la CPI et de la CIJ, le nouveau mécanisme d'enquête et les efforts de codification de l'apartheid de genre. Les droits humains et l'inclusion sont des conditions préalables à la légitimité et à une paix durable : la voie à suivre doit appartenir aux Afghans, être fondée sur les droits et rester inclusive.

Panel 4

Construire la convergence démocratique : leçons des initiatives existantes

Partie A : amb. Mahmoud Saikal, Dr Mustafa Mastoor, amb. Nasir Ahmad Andisha, Ahmad Masood Amer

Partie B : Nigara Mirdad Omar, Aref Dostyar, Nargis Nehan, Sajia Behgam, Dr Aliye Yilmaz

PANEL 4 - PART A

Building Democratic Convergence – Lessons from Existing Initiatives

Ambassador Mahmoud Saikal Dr Mustafa Mastoor Ambassador Nasir Ahmad Andisha Ahmad Masood Amer

Saturday, 5 September 2026 - Jesus College, Cambridge

PANEL 4 - PART B

Building Democratic Convergence – Lessons from Existing Initiatives

Nigara Mirdad Omar Aref Dostyar Nargis Nehan Sajia Behgam Dr Aliye Yilmaz

Saturday, 5 September 2026 - Jesus College, Cambridge

Amb. Mahmoud Saikal

Président de la Commission nationale du Processus de Vienne

Saikal a partagé les leçons tirées de la présidence de la Commission nationale du Processus de Vienne.

La commission a commencé par adopter des règles de procédure et par les appliquer de façon cohérente : direction élue, quorum respecté, conséquences en cas d'absence inexpliquée, procès-verbaux détaillés enregistrant les avis des membres. L'organe cherchait à appliquer en interne les principes démocratiques qu'il défend publiquement.

Ses 41 membres ont travaillé au sein de trois groupes consacrés à la vision, à la stratégie et aux structures politiques alternatives. Leurs travaux portaient sur trois horizons : la situation actuelle, la transition politique et la stabilité à long terme. Ils ont élaboré des valeurs fondamentales, des principes, des politiques face aux défis du pays, des stratégies couvrant les dimensions politique, civile, de légitime défense, de lutte contre le terrorisme et culturelle, ainsi que des mécanismes de mise en œuvre et de suivi.

Saikal a décrit la diversité de la commission comme une force : des membres d'origines diverses y travaillent ensemble sans divisions identitaires. Il espère que leur document pourra être présenté lors d'une sixième conférence à Vienne.

Concernant Cambridge, il a indiqué que le projet avait été partagé avec les membres de la commission et que de nombreux sujets discutés au CAS figuraient déjà dans leurs travaux. Toute position formelle ou toute coopération nécessiterait toutefois la consultation des 41 membres.

Dr Mustafa Mastoor

Forum pour le dialogue national

Marquant les 1 847 jours de régime taliban, Mastoor a déclaré que les crises afghanes continuent de s'aggraver malgré les efforts des différents groupes. Quand le même médicament échoue, a-t-il dit, il faut changer l'ordonnance, et parfois le médecin. Après cinq ans, les approches menées séparément n'ont pas donné de résultats suffisants.

Il a appelé les initiatives à éviter les doublons, à accepter les réalités, à rester ouvertes aux idées nouvelles et à établir une division du travail. La convergence devrait produire une vision commune d'un Afghanistan inclusif où chacun a sa place. Les différences subsisteront, mais les groupes devraient d'abord s'accorder sur les principes et les priorités plutôt que de s'enfermer prématurément dans des disputes sur les constitutions ou les systèmes politiques.

Ahmad Masood Amer

Amer a exposé des moyens concrets de coopération entre les initiatives démocratiques afghanes.

Il a souligné que ces initiatives doivent parler au public afghan. Les débats techniques sur la CCR et les structures gouvernementales peuvent paraître lointains à ceux qui se demandent en quoi ce travail améliorera leur vie. La planification politique de long terme doit donc rester reliée aux difficultés immédiates, dont la pauvreté chronique.

Il a également appelé à la participation des jeunes Afghans et des nouvelles générations de la diaspora par le dialogue intergénérationnel. Leurs voix doivent avoir de la place et être respectées, car l'avenir dont il est question leur appartient.

Amer a encouragé les initiatives à se fixer des objectifs réalistes et mesurables, à rester souples, à écouter leur public et à communiquer honnêtement sur leurs progrès.

Nigara Mirdad

Mirdad a appelé les initiatives à dépasser la conversation pour aller vers la coordination politique et l'action collective.

Les conférences relient diplomates, femmes dirigeantes, experts et acteurs politiques. À travers le Réseau diplomatique des femmes et Independent Diplomat, des réunions au Parlement européen et au Sénat belge ont porté sur le consensus politique, et pas seulement sur la crise humanitaire et la situation des femmes et des filles. Le soutien humanitaire est essentiel, mais le progrès exige un processus politique inclusif avec les femmes en son centre.

Elle a proposé de relier les plateformes pour partager les recommandations, identifier les points d'accord et porter les priorités d'une réunion à l'autre. Un secrétariat représentatif pourrait soutenir le travail entre les conférences et le présenter à l'international. Les participants doivent élaborer un message commun et veiller à ce que les recommandations parviennent aux gouvernements, aux parlementaires, aux diplomates et aux organisations internationales.

Le consensus politique, a-t-elle conclu, n'exige pas un accord sur toutes les questions. Il suppose un accord sur des principes fondamentaux, la construction de la confiance, la coordination des messages, et le passage du dialogue à la coordination puis de la coordination à l'action collective.

Sajia Behgam

Women for Afghanistan

Behgam a expliqué comment le dialogue mené par les femmes peut aider les initiatives démocratiques afghanes à passer d'un travail parallèle à une véritable coopération.

Women for Afghanistan a commencé par des discussions de deuxième piste réunissant des femmes vivant en Afghanistan, des réfugiées de la région et des membres de la diaspora. Le Sommet des femmes de tout l'Afghanistan de 2024 a ensuite affirmé un principe central : ni les femmes ni les hommes ne peuvent décider seuls de l'avenir du pays. Ont suivi des dialogues régionaux au Pakistan et à Londres, centrés sur la confiance, l'unité et l'engagement dans les processus politiques.

Ces discussions, conçues par les participantes, ont réuni une quarantaine de plateformes. Malgré les doutes initiaux, elles ont dégagé un ensemble de principes communs. Leur théorie du changement part de la compréhension et du respect des différences, de l'alignement des priorités, de la construction de la confiance par des décisions progressives et de la considération du compromis comme une pratique politique constructive.

Elle a insisté sur le fait que la confiance ne se construit pas en une ou deux réunions. Un dialogue répété, y compris informel, est indispensable. Le langage politique doit aussi devenir accessible aux Afghans ordinaires, tandis que les médias doivent être abordés avec précaution, car ils peuvent renforcer un processus comme lui nuire.

Behgam a rejeté le récit habituel selon lequel les Afghans ne savent pas coopérer, en notant que les plateformes participent déjà aux initiatives les unes des autres. Elle a proposé une coordination entre leurs dirigeants, l'élaboration conjointe de programmes, un partage responsable des connaissances protégeant la confidentialité, et un alignement plus fort avec les partenaires internationaux fondé sur des intérêts mutuels, non sur la dépendance.

Nasratullah Nabil Rahimi

Rahimi a évoqué le maintien du travail démocratique afghan en exil, alors que l'Afghanistan s'éloigne de l'attention internationale.

Sa préoccupation centrale était que les critères démocratiques doivent être clairement énoncés et appliqués de manière cohérente. Une feuille de route pour une société libre et ouverte doit examiner directement le cas des acteurs politiques dont les propositions — y compris celles qui accorderaient au clergé le pouvoir d'État — pourraient contredire ces engagements.

Ananya K.

FARAGEER (Canada's Feminist Forum for Afghanistan)

Elle a exposé le travail de FARAGEER pour faire progresser les droits des femmes en Afghanistan, leur autonomie et leur participation à toutes les discussions concernant le pays.

Trois objectifs ont été identifiés : garantir la participation des femmes ; obtenir la reconnaissance de la persécution de genre et de l'apartheid de genre, y compris leur codification comme crime contre l'humanité ; maintenir l'Afghanistan à l'agenda international tout en soutenant les foyers dirigés par des femmes et la résilience communautaire.

FARAGEER relie les espaces de décision internationaux aux femmes vivant en Afghanistan grâce à des consultations avec le Groupe de solidarité des femmes afghanes, qui rassemble environ 70 organisations dans 20 provinces. Ces consultations façonnent ses priorités et son plaidoyer. Ses recherches féministes participatives documentent les expériences des femmes, tandis que ses programmes de mentorat forment des femmes et des jeunes hommes à la médiation, à la consolidation de la paix, à la cohésion sociale et aux droits des femmes en islam. Les participants étudient également le droit des droits humains, la CPI et la CIJ, l'apartheid de genre et les mécanismes de responsabilité.

Elle a mis en avant les événements organisés par FARAGEER dans des forums et parlements internationaux, ainsi que ses partenariats, déclarations conjointes et soutiens à d'autres initiatives afghanes.

La coopération exige désormais un mécanisme fondé sur la transparence, la responsabilité et l'égalité. Les efforts passés ont souffert du changement de cap de partenaires sans reddition de comptes. La coordination future doit éviter la hiérarchie, protéger l'autonomie de chaque organisation et demander à chacun des compromis suffisants pour construire une plateforme plus large et crédible.

Panel 5

L'engagement international et le futur processus politique

Modération : Imogen Canavan

Intervenants : amb. Manizha Bakhtari, amb. Nasir Ahmad Andisha, Aref Dostyar, Annie Pforzheimer, Dr Marissa Quie



Amb. Manizha Bakhtari

Bakhtari a qualifié la réponse internationale à l'Afghanistan de profondément décevante, en soulignant l'écart entre l'inquiétude affichée et l'action réelle.

Elle a averti que la politique a réduit l'Afghanistan à quelques dossiers techniques : migration, lutte contre le narcotrafic, sécurité, accès humanitaire et engagement avec les talibans. L'Afghanistan ne peut pas être géré comme un dossier technique : sa crise politique et de droits humains est indissociable de la sécurité et de la stabilité.

Elle a appelé à une approche globale associant la société afghane ainsi que les acteurs régionaux et internationaux, et a salué les femmes afghanes dont la résistance et le plaidoyer ont maintenu le pays à l'agenda international et contribué à empêcher la reconnaissance des talibans.

L'engagement international doit défendre les droits, les aspirations et l'appropriation politique du peuple afghan sans légitimer le pouvoir taliban ni affaiblir la résistance. Les initiatives comme la CCR, le Processus de Vienne et les efforts menés par l'ONU devraient être connectées, non conçues pour se concurrencer.

Elle a critiqué les approches qui placent les talibans au centre tout en mettant de côté les droits humains, la participation des femmes et les aspirations du peuple afghan. Les talibans ont pris le pouvoir sans élection : le contrôle territorial ne confère pas de légitimité politique. Le peuple afghan, et non les talibans, doit rester le pilier de l'avenir politique du pays.

Amb. Nasir Ahmad Andisha

Andisha a déclaré que l'engagement international en Afghanistan reste marqué par la confusion et la frustration, faute d'une architecture de règlement politique qui fonctionne.

Il a identifié trois obstacles. D'abord, les résolutions du Conseil de sécurité constituent le seul cadre formel, mais un langage trop large sur l'engagement politique peut être détourné ; la piste de Doha est terminée, et aucun processus de règlement n'est actif. Ensuite, les interlocuteurs sont fragmentés : des divisions existent au sein des talibans, entre Kaboul et Kandahar, comme au sein des forces d'opposition ; les initiatives de Cambridge, Vienne, Antalya et Genève contribuent à réduire la fragmentation de l'opposition. Enfin, aucun envoyé international dédié n'engage systématiquement les acteurs talibans et non talibans. Il espère que la nouvelle direction de l'ONU pourra en partie combler ce manque.

Andisha a également mis en garde contre la « normalisation par l'accommodement », alors que les États s'engagent de plus en plus avec les talibans, formellement ou indirectement.

Aref Dostyar

Processus afghan de dialogue et de vision (DVP)

Dostyar a partagé quatre observations issues de consultations avec 66 groupes d'acteurs menées dans le cadre du DVP.

Premièrement, le dialogue est un moyen, pas une fin. Il doit impliquer des parties concernées et poursuivre un objectif. Le DVP facilite un processus par lequel les acteurs concernés élaborent une vision commune pour un Afghanistan pacifique et les stratégies pour y parvenir.

Deuxièmement, les initiatives de dialogue doivent se compléter. Dostyar a appelé à un « dialogue entre organisateurs de dialogues » pour que les plateformes échangent méthodes, leçons et responsabilités.

Troisièmement, les conditions d'un règlement politique de haut niveau n'existent pas encore. Un tel processus suppose des parties prenantes engagées à résoudre les différends par le dialogue, des propositions locales et applicables, et un soutien international solide. Les talibans refusant de s'engager et l'Afghanistan recevant une attention mondiale limitée, les initiatives devraient contribuer à créer ces conditions tout en cherchant des solutions à l'intérieur du pays.

Quatrièmement, les plateformes doivent affronter l'absence d'acteurs clés et déterminer ce qui se passe si les talibans refusent un dialogue véritable. En parallèle, les acteurs politiques et civils non talibans devraient construire de la cohérence et approfondir la confiance.

Dostyar a recommandé moins de nouvelles structures et davantage de résolution concrète de problèmes. Il a proposé de réunir des chercheurs expérimentés pour une étude conjointe et consultative identifiant les moteurs principaux du conflit afghan et éclairant les réponses pratiques.

Panel 6

Dynamiques régionales et internationales : opportunités et contraintes pour une transition démocratique

Intervenants : Mirwais Nab, professeur Michael Semple, Chris Blackburn, Hameed Hakimi, Hares Ahmadi



Chris Blackburn

Blackburn a soutenu que les puissances régionales prennent la main sur le dossier afghan, alors que l'OTAN s'est retirée et que l'attention européenne s'est reportée sur la migration.

La trahison occidentale de l'Afghanistan a commencé avant l'accord de Doha : les gouvernements ont laissé faire la conduite déstabilisatrice du Pakistan et mal géré l'héritage des politiques de la guerre froide. La dégradation des relations entre le Pakistan et les talibans, le TTP et la rivalité entre le Pakistan et l'Inde redessinent la région.

Il a exprimé l'espoir que le Pakistan tire les leçons de ses erreurs passées, citant la Déclaration d'Islamabad et les critiques des restrictions imposées aux femmes comme signes d'un leadership plus responsable, tout en avertissant que la rivalité indo-pakistanaise pourrait mettre la région en danger.

Il a exhorté l'opposition démocratique afghane au réalisme et à la coordination. Les différentes feuilles de route et initiatives peuvent se recouper, mais elles vont dans la même direction. La tâche est de s'appuyer sur les 90 % de points communs, de se préparer aux bouleversements et de s'organiser autour d'un programme commun plutôt qu'autour de personnalités ou de revendications de leadership.

Hameed Hakimi

Hakimi a soutenu que les États de la région considèrent d'abord l'Afghanistan sous l'angle de la sécurité et de la stabilité, et non des paradigmes démocratiques libéraux ou des droits humains.

La Chine reste centrée sur la sécurité et prudente en matière d'investissements, tandis que les États d'Asie centrale préféreraient voir le contrôle taliban s'effondrer et disposer d'une alternative face à l'État islamique.

Il a mis en garde contre la sous-estimation de la diplomatie talibane : les États régionaux la prennent au sérieux et gèrent leurs messages avec soin. La vulnérabilité centrale des talibans est le capital, l'investissement et l'isolement financier, pas la diplomatie.

Selon lui, les forces démocratiques peuvent engager les capitales régionales au lieu de se concentrer massivement sur l'Occident. Il a conclu que l'unité de l'opposition doit se construire autour d'un programme crédible, et non autour d'un nouveau leader supposé unificateur.

Clôture



La cinquième édition de la série Cambridge Afghanistan s'est achevée à Jesus College, Cambridge. Pendant deux jours, des délégués — représentants de mouvements politiques, organisations de la société civile, groupes de femmes, journalistes, universitaires et défenseurs des droits humains — ont échangé sur l'avenir de l'Afghanistan.

À travers les discours d'ouverture, les panels et les consultations, les participants ont examiné la feuille de route composite globale (CCR), la convergence démocratique, la responsabilité, le constitutionnalisme, les dynamiques régionales et l'engagement international. La rencontre a montré que la coopération est possible malgré les différences.

Cambridge se termine sur la volonté de transformer le dialogue en coordination, la coordination en action collective, et les principes partagés en chemin vers un Afghanistan libre, inclusif et pacifique. La déclaration de Cambridge sera prochainement diffusée sur les réseaux de la Mosaic Global Foundation.